

publiques, il ne peut s'agir que des impositions provinciales. Il reste encore, pesant d'un poids s'alourdissant sans cesse — la dette fédérale, la dette municipale, la dette scolaire, la dette du culte, pour construction d'églises et de presbytères, la dette individuelle qui est considérable et s'attache au sept huitième des habitants de cette colonie.

Je me consolerais facilement de cet énorme accroissement de nos charges publiques, si au moins le pays augmentait en production agricole, dans une mesure satisfaisante; si nos terres s'enrichissaient par une culture améliorée, en fournissant à la famille et à la consommation étrangère; si nos agriculteurs réalisaient, en général, des bénéfices plus sensible d'année en année. Mais loin de là, ils s'endettent de plus en plus, et au manque de production viennent encore s'ajouter le manque de calcul, le luxe et l'imprévoyance. On produit peu et on épargne encore moins.

La population de la France est lourdement taxée, je le sais; mais aussi quel peuple travailleur, industriel et économe! On a dit que c'est le bas de laine du paysan français qui a fourni les cinq milliards nécessaires à la libération du territoire. (App.) C'est vrai, et depuis, comme avant, le contribuable français paye d'une main l'impôt à l'Etat, mais il retire de l'autre ce que son esprit d'économie, d'épargne, lui constitue de rentes sur l'Etat. En est-il ainsi chez nous? Quel homme voyant clair, dans cette Chambre ou au dehors, pourra le dire? (App.)

J'accuse le Premier Ministre d'avoir été l'instrument actif et toujours prêt de cette pression populaire, dont la lugubre description dans la bouche du trésorier aux abois, est de nature à fendre les cœurs; j'accuse le trésorier d'être le complice inconscient peut-être, naïf certainement, de cette politique de folies et d'extravagances qui méconnaît tous les principes de la constitution anglaise, toutes les règles d'une saine administration, toutes les traditions d'une législation digne et relevée.

L'état financier de la province fait voir qu'il ne suffit pas d'avoir à la tête de nos finances un honnête homme, un brave homme, un bon homme (rires); mais qu'il faudrait un trésorier à poigne, que le nôtre ne l'est pas et qu'il a affaire à un premier ministre à poigne celui-là, faisant jouer, sans scrupule, ce que le trésorier appelle la pression populaire, et ce que j'appellerai, moi, la machine à déprimer la moralité de notre population et à faire le vide presqu'instantané et complet dans le trésor public. (Appl. bruyants.)

Non, le gouvernement ne fait pas le bien du pays, car après l'avoir ruiné financièrement,—il n'y a plus à parler des dangers